

ALARME

ORGANE DU **F**ERMENT **O**UVRIER **R**EVOLUTIONNAIRE EN **F**RANCE

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSONS NOUS !

SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES, LA PRODUCTION DE GUERRE
LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES POUVOIR ECONOMIE AU PROLETARIAT

USA. RUSSIE. CHINE. FRANCE. etc...

CONTRE TOUTE

ECONOMIE NATIONALE :

INTERNATIONALISME

PROLETARIEN !

ROSE PROMISE, CHOMEDU !

Depuis plus d'un an, le pouvoir capitaliste des "socialistes" avec la collaboration de ministres "communistes" dirige la "grande nation française". Parce que le pouvoir capitaliste la gestion des affaires par la nouvelle clique dirigeante ne pouvait qu'aller à l'encontre et des intérêts immédiats et des intérêts historiques (les deux étant intimement liés et inséparables) du prolétariat, c'est-à-dire de la classe qui produit toutes les richesses et qui est dépossédée de tout. En effet cette chère victoire de la Gauche tant applaudie le soir où elle eut lieu, cet événement que l'on nous ressassait jusqu'à en perdre haleine, "historique" au plus haut point, a été égal à ce qu'il devait être: la continuité dans

la continuité par la continuité, c'est-à-dire l'exploitation du prolétariat par le Capital pour le Capital. Avoir prévu cela est aussi fantastique que d'assurer qu'une orange est un fruit! C'était facile, et pourtant... Trop peu de gens en était conscients. Mais, nous rétorquera-t-on, malgré l'idéalisme légitime qui vous anime il y a la réalité crue! Réalité. Soyons bons citoyens nom de dieu, qui est léguée par cette Droite sinistre et profiteuse ayant conduit (snif!snif!) "notre" pays à la situation où il se trouve. N'est-ce pas cette Droite qui a défendu le patronnat contre les travailleurs, qui lui a imposé l'austérité, qui a "créé" plusieurs millions de chômeurs, une inflation galopante et le "tutti quanti" du long "etc" que l'on met généralement en fin de phrase pour éviter une longue liste qui remplirait des milliers de pages?

S'ajoute à cela la grande excuse universelle: La crise économique et mondiale. Excuse qu'utilisait la Droite pour les mêmes raisons que les diverses Gauches au pouvoir dans d'autres pays!

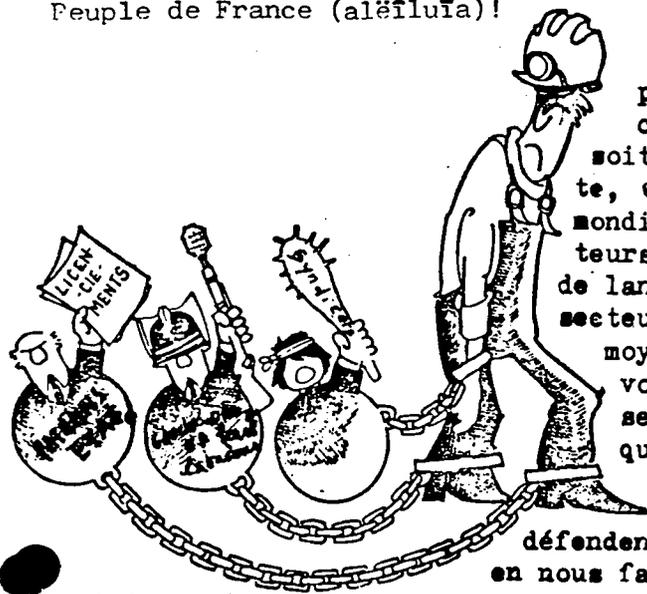
Cette évidence nous amène donc à ne pas réagir en bons citoyens "responsables" mais plutôt à examiner la réalité telle qu'elle est.

Les uns comme les autres quand ils ont le pouvoir entre leurs sales mains, malgré les petites promesses globe-electeurs, sont confrontés à la même gestion du même système économique et social basé sur l'exploitation de la force de travail, système social communément appelé Capitalisme. Et c'est ce même système qui domine le monde entier. Or, le Capitalisme et ce n'est pas nouveau est un système à maintes contradictions, même si il est le plus achevé des systèmes d'exploitation de l'homme par l'homme. Sa contradiction la plus évidente est précisément la classe sur laquelle repose et de laquelle dépend son existence, -le prolétariat-, classe qu'il soumet par le système de l'achat et de la vente de la force de travail aux nécessités de sa propre survie. D'autre part existent les contradictions inhérentes au mode de fonctionnement du Capital lui-même en tant qu'entité économique: la concurrence que se livrent entre eux les divers capitaux, concurrence, soulignons le, sujète au niveau de soumission du prolétariat qu'ils exploitent directement, concurrence qui se déroule au niveau international de plus. Cette concurrence légitime du point de vue capitaliste a conduit à la première guerre mondiale (14-18), à la seconde boucherie (39-45), et qui est la conséquence de la permanence de "guerres locales" entre les deux guerres et après la seconde.

Il n'y a rien à ajouter, mais nous l'ajoutons quand même, que cette concurrence sera la cause de la 3^e si le prolétariat n'agit pas sur son terrain, celui de la mise à mort d'une civilisation qui n'engendre que des aberrations, incapable socialement de résoudre les problèmes qui sont posés à l'humanité tout simplement parce qu'historiquement c'est un système non-ialement caduque, sans raison d'être, alors que toutes les conditions objectives de son dépassement par son anéantissement sont présentes.

C'est précisément parcequ'en France aujourd'hui comme partout ailleurs c'est l'intérêt du Capital qui prime, que le pouvoir "de gauche" tient exactement les mêmes propos et agit de la même manière que le pouvoir précédent avec l'avantage cependant que la force syndicale lui est favorable malgré les critiques qui sont "de bons tons" entres amis; en clair: Français, Françaises, malgré les injustices qui sévissent dans le pays et auxquelles il est impossible de

remédier instantanément, nous avons tous le même et humble intérêt: la France doit être Grande, belle, démocratique et pour cela Elle doit être compétitive sur le marché international. Seule la Solidarité Nationale pourra résoudre favorablement les problèmes (chômage, inflation, etc...) grâce à la gestion que réalise contre vents et marées nos Responsables démocratiquement élus par le Peuple de France (aléluia)!



Le langage commence à bien faire. Nos intérêts ne peuvent d'aucune façon être liés à ceux de l'économie du pays dans lequel on se trouve, qu'il soit dictatorial, démocratique, de gauche ou de droite, religieux ou laïc. En France, partie de l'économie mondiale basée sur la loi de la valeur, il y a les secteurs qui font d'énormes bénéfices et qui sont le fer de lance de l'accumulation du capital, et d'autres secteurs qui périssent, ce qui ajouté aux nouveaux moyens techniques envoient des prolétaires se faire voir au chômage. Ou on travaille sans broncher, ou on se trouve au chômage ! Belle alternative, pour que ces vautours fassent les profits nécessaires à leur économie marchande !

Pendant ce temps là les politicards de tout bord défendent les intérêts de la nation et donc du capitalisme, en nous faisant comprendre chiffre à l'appui, que les sacrifices d'aujourd'hui se convertiront en bénéfice demain. Au nom de ce beau principe, on nous a fait avaler dernièrement une amère pilule (non remboursée par la Sécu) :

- Baisse du pouvoir d'achat pour les pré-retraités
- Sécurité sociale : remboursement inférieur pour les maladies courantes telles que grippe, bronchite, etc., enfin toutes celles dont les gens astucieux profitaient pour travailler le moins possibles !
- Assedic : indemnisation plus difficiles à obtenir ; moins d'argent et moins longtemps.

Bref, cette gauche "socialo-communiste" comme dit hypocritement cette crapule de Chirac, non seulement gère la même économie basée sur notre exploitation, mais en plus au nom du socialisme, de l'égalité, etc... arrive à nous faire digérer ce que la droite elle même était en mal de faire.

La droite, de par son nouveau rôle oppositionnel, pourrait presque dans le cadre aliénateur de ce système dynamiquement ordurier, passer en parole, pour plus ouvrière et progressiste que le gouvernement en place actuellement !

Et c'est logique non ! Puisque fondamentalement ils aspirent à la même chose, c'est-à-dire à la devise que le capitalisme a toujours adressé, avec bottes de cuir ou bonbon acidulé aux prolétaires : TRAVAILLEZ, CHOMEZ, ET TAISEZ VOUS. En d'autres termes, LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

C'est au nom de cette devise, sans les bottes en apparence (la droite ne les employait d'ailleurs sous Giscard pas plus que la gauche sous Mitterrand !) que les vrais "révolutionnaires" de l'extrême gauche ont appelé à voter pour les dits bonbons acidulés de la gauche, afin de pouvoir prouver qu'ils sont en fait véritablement amers. Amers ou pas, la logique démocratico-capitaliste est acceptée... et le prolétariat avec la droite, la gauche ou son extrême continuera à être exploité, et ceux qui osaient, qui osent, et qui osent s'insurger, étaient, sont et seront réprimés par la lourde botte de l'Etat capitaliste.

Que l'économie capitaliste soit " saine " ou en difficulté, que le pouvoir capitaliste soit démocratique ou totalitaire, en tant que prolétaires nous subissons fondamentalement la même dictature économique et politique, ce qui implique qu'au niveau social nous ne soyons que des bêtes de somme dont on profite, qu'on laisse crever ou que l'on abat.

Pour en finir avec cela, et ce n'est pas une simple conclusion écrite en bas de page pour s'auto-satisfaire, il faut combattre l'économie capitaliste partout, cracher sur les chiffres et statistiques qu'on nous assène pour nous prouver que tout n'est pas possible maintenant, il faut leur rappeler que sans nous ils ne sont rien, et que pour que nous soyons quelque chose dans une humanité qui mériterait enfin

(suite page 11)

CIToyENS OU PROLETAIRES?

Le soutien au peuple palestinien, en opposition à "l'impérialisme sioniste", se nourrit d'un certain nombre de déformations ou d'abandons de la théorie et de la pratique de notre classe.

En premier lieu, le thème de la lutte anti-impérialiste - qui a pourtant fait long feu avec la fin de la guerre du Vietnam (*) - prend ici une coloration particulière puisque la question de la destruction dudit impérialisme reste à l'ordre du jour. Cela veut dire d'une part que la création d'un Etat-Nation palestinien serait un fait progressiste, et d'autre part, qu'on ne peut en aucun cas développer de relations solidaires avec le prolétariat israélien "intégré" à l'Etat impérialiste par ses privilèges, mais qu'au contraire il faut lui opposer les palestiniens travaillant sous domination israélienne. C'est là la vision pro-palestinienne d'Israël, forteresse américaine peuplée d'Hébeux-Spartiates vindicatifs et opprimant les ilotes-Palestiniens.

L'Etat israélien n'est donc plus un oppresseur du prolétariat israélien puisque ... il n'y a pas de prolétaires israéliens, seulement des "privilégiés". Cette conception complémente et "justifie" alors l'idée de progressivité de la création d'un Etat palestinien. En effet, cette création engendrerait un prolétariat homogène dégagé de la situation réactionnaire présente qui empêche son émergence. Les trotskystes et les stalinienens se triturent moins la cervelle pour justifier leur soutien : un Etat soit "Ouvrier-Dégénéré" soit "Socialiste Réel" sera créé et c'est bien suffisant pour eux.

Ces deux conceptions complémentaires reposent sur le "gommage" de l'historicité et de la socialisation du capital et donc, du salariat; cependant, quand bien même il n'y aurait pas de prolétariat en Israël, la question ne serait pas d'en y créer un mais bien que celui existant déjà ailleurs s'affranchisse et affranchisse l'humanité. Le Capital a conquis toute la planète et toutes les relations sociales. Le capitalisme est le mode de production dominant et tout vestige (comme l'"Etat-pied-noir" israélien) y est soumis. Il ne faut que quelques années voire quelques mois au Capital pour dissoudre les anciennes relations sociales dans une tribu australienne, indonésienne, africaine ou amazonienne dite primitive, et par imposer sans transition les radjo-transistors, les verres polaroid, les armes à feu, le tord-boyau et le papier-monnaie.

C'est-à dire que dès que le capitalisme est la puissance sociale dominante sur la planète, il n'y a plus à considérer tel ou tel secteur "en retard" dont la conquête, par le Capital, serait progressiste. De toute façon, la tâche des communistes n'a jamais été de "créer des prolétaires", phénomène intrinsèque au capital, mais :

"Le but immédiat des communistes est le même que celui des autres partis prolétariens : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat"

(K.Marx, Manifeste Communiste)

C'est donc en vain que l'on chercherait les "autres partis prolétariens" parmi ceux qui visent à la constitution du prolétariat en fraction ... d'un peuple affirmant sa souveraineté nationale!! C'est bien là la conséquence de la duplicité (ou pour quelques uns, l'imbécillité) de la pratique et des thèses des stalinienens et philistins palestinoïdes. Décréter la mise "hors-prolétariat" des prolétaires israéliens, c'est oeuvrer contre la constitution du prolétariat en classe, nier son caractère anational et internationaliste.

Aussi est-il intéressant de considérer brièvement la lutte menée par les salariés d'EL AL en Octobre 82. Le conflit est assez comparable à celui de Longwy en 79 en France. La compagnie aérienne ne se "portant pas bien" elle a décidé de licencier des travailleurs. Ceux-ci (4900) ripostèrent par une grève générale (tout d'abord contrôlée par le syndicat : l'Histadrout). Une

forte minorité (environ 1000 plus leur familles) occupèrent alors l'aéroport elle bloquèrent totalement, contre l'avis du syndicat; ils durent s'affronter durement avec la police qui voulait dégager les pistes. Finalement, la compagnie aérienne a réussi à briser la résistance ouvrière avec la démolition systématique du syndicat et la violence policière. Les flics intervinrent "avec une particulière violence" (dixit le télé israélienne citée dans "le Monde" du 29/10/82), cela faisait sans doute partie des "privileges" octroyés aux israéliens par rapport aux palestiniens!

Il ne s'agit pas de voir la révolution en Israel pour demain mais de chercher à se solidariser avec des prolétaires qui essayent de combattre le capital et qui se heurtent à sa trinité Etat-Patron-Syndicat. En aucun cas on ne pourrait encourager ces prolétaires à rejoindre les rangs du mouvement palestinien, puisque celui-ci ne peut pas les reconnaître comme des prolétaires défaitistes mais seulement comme des citoyens déserteurs ou trafiquants à leur patrie. Or la seule perspective communiste aujourd'hui, passe par le défaitisme révolutionnaire :

"Le défaitisme révolutionnaire (***) n'est pas périmé comme le prétendent certains novateurs qui avancent à reculons; bien au contraire, sa nécessité se fait sentir en pleine paix et déborde jusqu'au domaine économique. Le principal ennemi continue d'être dans notre propre pays, mais dans presque tous on peut et on doit frapper les commis de l'impérialisme extérieur."

(Pour un Second Manifeste Communiste)

(*) Sur la lutte anti-impérialiste, nous renvoyons le lecteur à Alarme n°17 pages 7 à 13 .

(**) Sur ce point ,cf Alarme n°15 (entre autres !) page 17.

Pour toute correspondance :

ALARME
Boite Postale **329**
75624 Paris cedex 13

Imprimerie: Ed. F.L.

33 rue des Vignoles, 75020

Dépôt légal 3eme trimestre 82

Directeur de la publication:

P. Maréchal

Commission paritaire: n°61890

ADRESSES DU F.O.R. HORS DE FRANCE:

-Espagne (ALARMA) : écrire à l'adresse
suivante sans autre mention: APDO.5355
Barcelona

-Grèce (SYNAYERMOS) : écrire à l'adresse
de Paris.

-Italie (ALLARME) : même topo que pour
la Grèce.

Permanences à Paris : nos permanences se tiennent AU CAFE 41, CANON DE LA NATION
PLACE DE LA NATION

de 14h à 16h, les seconds samedis de chaque mois.

Permanences à Clermont-ferrand : Tous les 2eme vendredi de chaque mois au
bar de la gare routière à clermont de 18h30 à 20h 30.

Permanence à Tours : Tous les derniers samedi, tous les 2 mois à partir
du 30 Octobre 82 CAFE LE BORDEAUX PLACE DE LA GARE

A PROPOS DE LA DICTATURE

DU PROLETARIAT

"La dictature du prolétariat est la plus dure des dictatures" a déclaré le "poète cubain" récemment libéré après 22 ans de détention dans les gè-les cubaines. Cette déclaration, largement diffusée par les moyens de communication du monde occidental - quand personne ne peut plus ignorer et taire ce qui se passe en Pologne principalement et dans les pays dits socialistes en général - nous suggère quelques commentaires pour remettre les choses à leur place.

Telle qu'elle est énoncée et telle qu'elle est diffusée par l'occident, la phrase est plus que tendancieuse, elle est crapuleuse. Elle sert à justifier et à glorifier les pays où le simple délit d'opinion (quand il ne perturbe pas l'ordre public) n'est pas réprimé aussi durement que dans les pays reconnus comme dictatoriaux. L'hypocrisie n'en est pas moins manifeste pour ceux qui osent et se donnent la peine de réfléchir en dehors des chemins battus par tous les défenseurs de ce monde entièrement corrompu par le capitalisme, de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud.

Se référant à Cuba et autres pays du genre, employer le mot dictature après le mot prolétariat n'est que pure falsification. Car s'il existe bien une dictature elle n'est absolument pas prolétarienne, bien au contraire. Cette dictature, n'en déplaise aux intellectuels censurés à l'Est, s'exerce principalement sur le prolétariat, classe qui, par sa position sociale, leur a permis d'être ce qu'ils sont, des intellectuels aussi véreux que ceux qui défendent les régimes dits socialistes en s'y accommodant lorsqu'ils s'y trouvent.

En effet ces intellectuels "dissidents" -malgré leur étroitesse mentale sont bien placés pour savoir que leur position sociale est privilégiée par rapport à la masse prolétarienne en général. Ils n'insistent pas sur cela, tous ces messieurs qui rêvent de démocratie occidentale où ils pourraient donner libre cours à leur pensée. Démocratie où, lorsqu'on est prolétaire, il faut se taire et accepter d'être exploité. Tout mécontentement s'exprimant en dehors des organismes (syndicats principalement) démocratiquement reconnus par le patronnat et l'Etat comme partenaires sociaux, est immédiatement réprimé par la force des bonzes syndicaux ou des flics de l'Etat. Par contre, ces intellectuels dissidents qui nomment socialisme le capitalisme existant dans les pays de l'Est ne risquent rien quand ils ont la chance d'échapper à l'infâme dictature étatique de leur pays d'origine. De leur part la glorification plus ou moins exaltée de l'Ouest est de mise.

Mais aujourd'hui, pour tout révolutionnaire, aucun pays n'échappe à la règle générale, celle de la dictature du Capital sur le travail, du capitalisme sur le prolétariat, tout simplement parce que le capitalisme existe sur toute la planète et que partout le prolétariat y est exploité. Rien ne sert de condamner l'Est si on justifie l'Ouest et réciproquement. Là réside le problème du point de vue classiste. Et c'est en partant de là que l'on peut parler de la dictature prolétarienne, dictature qui n'existe nulle part actuellement.

S'il est vrai, monsieur le poète catholique cubain et consorts, que les régimes calqués sur celui de Moscou (de Berlin-Est à Pékin) sont des plus durs, c'est principalement envers le prolétariat qu'ils le sont, et c'est de ce seul point de vue que nous le considérons. Cependant si ce "poète" avait énoncé sa phrase sans se référer aux dits pays "socialistes", il aurait eu parfaitement raison bien qu'il eu encore fallu spécifier envers qui cette dictature serait des plus dures. En effet la dictature du prolétariat sera des plus dures envers ceux qui défendent d'une manière ou d'une autre l'exploitation de l'homme par l'homme et dont envers des gens comme ce poète qui tirent leur position sociale directement ou indirectement de la plus-

forte minorité (environ 1000 plus leur familles) occupèrent alors l'aéroport elle bloquèrent totalement, contre l'avis du syndicat; ils durent s'affronter durement avec la police qui voulait dégager les pistes. Finalement, la compagnie aérienne a réussi à briser la résistance ouvrière avec la démolition systématique du syndicat et la violence policière. Les flics intervinrent "avec une particulière violence" (dixit le télé israélienne citée dans "le Monde" du 29/10/82), cela faisait sans doute partie des "privileges" octroyés aux israéliens par rapport aux palestiniens!

Il ne s'agit pas de voir la révolution en Israël pour demain mais de chercher à se solidariser avec des prolétaires qui essayent de combattre le capital et qui se heurtent à sa trinité Etat-Patron-Syndicat. En aucun cas on ne pourrait encourager ces prolétaires à rejoindre les rangs du mouvement palestinien, puisque celui-ci ne peut pas les reconnaître comme des prolétaires défaitistes mais seulement comme des citoyens déserteurs ou traîtres à leur patrie. Or la seule perspective communiste aujourd'hui, passée par le défaitisme révolutionnaire :

"Le défaitisme révolutionnaire (***) n'est pas périmé comme le prétendent certains novateurs qui avancent à reculons; bien au contraire, sa nécessité se fait sentir en pleine paix et déborde jusqu'au domaine économique. Le principal ennemi continue d'être dans notre propre pays, mais dans presque tous on peut et on doit frapper les commis de l'impérialisme extérieur."

(Pour un Second Manifeste Communiste)

(*) Sur la lutte anti-impérialiste, nous renvoyons le lecteur à Alarme n°17 pages 7 à 13 .

(**) Sur ce point ,cf Alarme n°15 (entre autres !) page 17.

Pour toute correspondance:

ALARME
Boite Postale **329**
75624 Paris cedex 13

Imprimerie: Ed. F.L.
33 rue des Vignoles, 75020
Dépôt légal 3ème trimestre 82
Directeur de la publication:
P. Maréchal
Commission paritaire: n°61890

ADRESSES DU F.O.R. HORS DE FRANCE:

- Espagne (ALARMA) : écrire à l'adresse suivante sans autre mention: APDO.5355
Barcelona
- Grèce (SYNAVEMOS) : écrire à l'adresse de Paris.
- Italie (ALLARME) : même topo que pour la Grèce.

Permanences à Paris : nos permanences se tiennent AU CAFE LE CANON DE LA NATION
PLACE DE LA NATION

de 14h à 16h, les seconds samedis de chaque mois.

Permanences à Clermont-ferrand : Tous les 2ème vendredi de chaque mois au bar de la gare routière à clermont de 18h30 à 20h 30.

Permanence à Tours : Tous les derniers samedi, tous les 2 mois à partir du 30 Octobre 82 CAFE LE BORDEAUX PLACE DE LA GARE

A PROPOS DE LA DICTATURE

DU PROLETARIAT

"La dictature du prolétariat est la plus dure des dictatures" a déclaré le "poète cubain" récemment libéré après 22 ans de détention dans les gè-les cubaines. Cette déclaration, largement diffusée par les moyens de communication du monde occidental - quand personne ne peut plus ignorer et taire ce qui se passe en Pologne principalement et dans les pays dits socialistes en général - nous suggère quelques commentaires pour remettre les choses à leur place.

Telle qu'elle est énoncée et telle qu'elle est diffusée par l'occident, la phrase est plus que tendancieuse, elle est crapuleuse. Elle sert à justifier et à glorifier les pays où le simple délit d'opinion (quand il ne perturbe pas l'ordre public) n'est pas réprimé aussi durement que dans les pays reconnus comme dictatoriaux. L'hypocrisie n'en est pas moins manifeste pour ceux qui osent et se donnent la peine de réfléchir en dehors des chemins battus par tous les défenseurs de ce monde entièrement corrompu par le capitalisme, de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud.

Se référant à Cuba et autres pays du genre, employer le mot dictature après le mot prolétariat n'est que pure falsification. Car s'il existe bien une dictature elle n'est absolument pas prolétarienne, bien au contraire. Cette dictature, n'en déplaise aux intellectuels censurés à l'Est, s'exerce principalement sur le prolétariat, classe qui, par sa position sociale, leur a permis d'être ce qu'ils sont, des intellectuels aussi véreux que ceux qui défendent les régimes dits socialistes en s'y accommodant lorsqu'ils s'y trouvent.

En effet ces intellectuels "dissidents" - malgré leur étroitesse mentale sont bien placés pour savoir que leur position sociale est privilégiée par rapport à la masse prolétarienne en général. Ils n'insistent pas sur cela, tous ces messieurs qui rêvent de démocratie occidentale où ils pourraient donner libre cours à leur pensée. Démocratie où, lorsqu'on est prolétaire, il faut se taire et accepter d'être exploité. Tout mécontentement s'exprimant en dehors des organismes (syndicats principalement) démocratiquement reconnus par le patronnat et l'Etat comme partenaires sociaux, est immédiatement réprimé par la force des bonzes syndicaux ou des flics de l'Etat. Par contre, ces intellectuels dissidents qui nomment socialisme le capitalisme existant dans les pays de l'Est ne risquent rien quand ils ont la chance d'échapper à l'infâme dictature étatique de leur pays d'origine. De leur part la glorification plus ou moins exaltée de l'Ouest est de mise.

Mais aujourd'hui, pour tout révolutionnaire, aucun pays n'échappe à la règle générale, celle de la dictature du Capital sur le travail, du capitalisme sur le prolétariat, tout simplement parce que le capitalisme existe sur toute la planète et que partout le prolétariat y est exploité. Rien ne sert de condamner l'Est si on justifie l'Ouest et réciproquement. Là réside le problème du point de vue classiste. Et c'est en partant de là que l'on peut parler de la dictature prolétarienne, dictature qui n'existe nulle part actuellement.

S'il est vrai, monsieur le poète catholique cubain et consorts, que les régimes calqués sur celui de Moscou (de Berlin-Est à Pékin) sont des plus durs, c'est principalement envers le prolétariat qu'ils le sont, et c'est de ce seul point de vue que nous le considérons. Cependant si ce "poète" avait énoncé sa phrase sans se référer aux dits pays "socialistes", il aurait eu parfaitement raison bien qu'il eu encore fallu spécifier envers qui cette dictature serait des plus dures. En effet la dictature du prolétariat sera des plus dures envers ceux qui défendent d'une manière ou d'une autre l'exploitation de l'homme par l'homme et dont envers des gens comme ce poète qui tirent leur position sociale directement ou indirectement de la plus-

value extorquée de la force de travail d'une classe exploitée. Classe qui est maintenue dans l'ignorance par la force des "choses" ou des bayonnettes. Et c'est bien par la force des bayonnettes que le prolétariat devra s'imposer pour bannir à jamais l'existence des classes sociales et donc la sienne en particulier.

Qu'est donc en réalité cette dictature du prolétariat que le monde capitaliste craint tant et qui est trop souvent assimilée à la dictature policière des pays de l'Est ? Nous allons, pour y répondre, redéfinir quelques notions par trop déformées.

Les redéfinir, c'est entre autres et principalement dénoncer ceux qui se revendiquant du mouvement ouvrier et de Marx en particulier défendent en fait le règne de ce que précisément le mouvement ouvrier a toujours combattu. Mais c'est aussi dénoncer ceux qui font l'amalgame entre ce qu'ils appellent de leur bouche infamante "marxisme" et les dictatures policières déjà mentionnées pour prouver que le "marxisme" aboutit au totalitarisme policier. Commençons donc par le B-A-BA même s'il peut paraître simpliste et pénible à ceux qui en fait, ont peur, d'un réel bouleversement social. Bouleversement social qui balayera également toutes les élucubrations de leurs misérables cerveaux dont la raison d'être est de justifier, même s'ils prétendent le critiquer, le joli monde dont ils sont le produit dit intellectuel correspondant au niveau de putréfaction et de décadence de tout ce monde qui, depuis son origine, est basé sur l'écrasement et l'exploitation de l'homme. Il ne s'agit pas ici d'en déterminer les raisons.

Bien que cette exploitation ait revêtu des formes diverses au cours de l'histoire de l'humanité, elle est basée avant tout, indépendamment des rapports de production existants, sur la jouissance qui est tirée de l'activité productive d'autrui. La spécificité de l'exploitation capitaliste repose fondamentalement sur le travail dit libre, c'est-à-dire sur la liberté/nécessité de vendre sa force de travail aux propriétaires des moyens de production et donc de subsistance. L'unique propriété de l'esclave moderne est sa

force de travail, force dont le capital tire la plus-value en travail non-payé pour subsister et s'accroître. Le capitalisme, indépendamment de la forme politique de domination auquel il a recours, est de fait dictatorial. La plus pure et idéale démocratie : "Liberté, Egalité, Fraternité" ne correspond qu'à "Infanterie, Cavalerie, Artillerie" ; il suffit que le prolétariat bouge le petit doigt en dehors de la voie qui lui est démocratiquement imposée pour que cela apparaisse clairement.

L'alternative dictature/démocratie en gardant les mêmes bases économiques n'est qu'un faux problème qui arrange, parce que circonscrit dans le cadre du capitalisme lui-même, tous ceux qui craignent sa destruction radicale par la seule force capable de la mener à bout : le prolétariat, n'en déplaît aux "nouveaux sociologues" qui préfèrent l'évacuer en faisant croire à son inexistence. Ce prolétariat est craint de Barcelone à Moscou et La Havane à Paris parce qu'historiquement révolutionnaire et ce précisément car il est partout classe exploitée et par là-même susceptible de tout bouleverser. Or pour s'imposer il sera, comme il l'a été, contraint d'employer des méthodes autoritaires face à un système qui mondialement ne se privera pas de lui répondre avec les moyens dont il dispose : LA FORCE DES ARMES.

Le bon sens, dans une telle situation, évacue les gérémiades démocratico-castratrices du genre "liberté de presse", de parole, d'association, etc" pour tous les individus. Là où la révolution sera victorieuse aucune de ces libertés ne peut être octroyée à l'ennemi de classe, sinon mieux vaut reconnaître que les aspirations humaines viscéralement dressées contre la division maître/esclave n'appartiennent qu'au domaine imaginaire du conte pour enfants.

... Ce n'est pas, ce ne peut être, au sein des parlements occidentaux d'où il est démocratiquement exclu et où d'ailleurs il n'a rien à faire, ni au sein des organismes qui lui sont dictatorialement imposés, que le prolétariat est à même de s'exprimer, mais dans les organismes qu'il aura lui-même façonné par sa lutte ouverte et consciente contre l'ordre mondial existant, organismes à travers lesquels il IMPOSERA sa volonté et exercera sa dictature de classe, ne pouvant impliquer que l'anéantissement à tous les niveaux politique, économique, culturel, etc... de son ennemi irréductible.

Dictature, il est important de la souligner, se distinguant en ceci qu'elle doit dès les premiers jours porter un coup décisif au fondement le plus achevé de l'exploitation de l'homme, le travail salarié, et ce là où elle apparaîtra. Ce combat dur et acharné ne cessera que lorsqu'internationalement l'ennemi du communisme - société sans classe et donc sans dictature - sera décimé, faute de quoi tout serait à recommencer. En effet aucune dictature prolétarienne n'est viable à la longue dans un cadre national, le communisme ne pouvant qu'être a-national et donc mondial. L'avènement d'une telle société ne peut être réalité que si la classe dans son ensemble et ses éléments les plus conscients et décidés mènent le combat intransigeant qu'ils doivent mener, sachant faire table rase le moment venu.

Cette dictature se distinguera également par la plus ample des libertés en son sein. Liberté que n'a jamais pu octroyer la plus "honnête" des démocraties principalement parce que cette dernière est basée sur la domination d'une classe exploiteuse. D'autre part affirmer que le prolétariat doit être sujet de l'histoire implique qu'il doit avoir tous les atouts en main afin de réaliser ce qu'aucune autre classe ne pouvait faire : détruire à jamais la société divisée en classes.

"Que peut avoir de commun la docilité bien réglée d'une classe opprimée et le soulèvement organisé d'une classe luttant pour son émancipation intégrale ?

Ce n'est pas en partant de la discipline imposée par l'Etat capitaliste au prolétariat (après avoir simplement substitué à l'autorité de la bourgeoisie, celle d'un comité central socialiste), ce n'est qu'en extirpant jusqu'à la dernière racine ces habitudes d'obéissance et de servilité que la classe ouvrière pourra acquérir le sens d'une discipline nouvelle, de l'auto-discipline librement consentie...

L'habile acrobate ne s'aperçoit même pas que le seul "sujet" auquel incombe aujourd'hui le rôle du dirigeant est le "moi" collectif de la classe ouvrière qui réclame résolument le droit de faire elle-même des fautes et d'apprendre elle-même la dialectique de l'histoire. Et enfin, disons-le sans détours : les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur "comité central".

Rosa Luxembourg

La révolution doit permettre au sein du camp prolétarien révolutionnaire la liberté la plus complète à tous les niveaux. Le rapport de force favorable au camp communiste, la confiance de la classe dans son ensemble envers ses éléments les plus conscients ne s'obtiendront jamais par décrets ou par imposition mais par la pratique au sein du mouvement social de subversion.

Sans compromis, par l'anéantissement complet de l'ennemi
Pour la démocratie prolétarienne
Pour la dictature du prolétariat

Mort à la société de classe!

LA MORT D'UN 'GRAND :

2 POIDS & 2 MESURES



Ils se tous pressés, tous les représentants du capitalisme mondial, sur la tombe du boucher. Ils se sont bousculés pour aller s'incliner devant cette puissance tant respectée par tout ce vieux monde. Seuls les représentants de l'Albanie auraient pu faire défaut; en effet, comme pour eux, Staline n'est pas mort, comment son successeur pourrait-il être dézédé ?

Ainsi un des fils spirituels du "petit père des peuples" vient de mourir. Radio, télé, journaux, font allusion à lui en tant que "grand homme". Nous sommes pour notre part dans la plus grande perplexité; pourquoi "grand"? Une erreur s'est certainement glissée insidieusement quelque part, à moins qu'ils ne fassent allusion à sa haute stature (il mesurait déjà avant de mourir 65 kg). Mais nous ne voulons et ne pouvons comprendre ce "grand Homme" que comme une malheureuse coquille, ils voulaient tous dire "gros homme"; en effet M. Brejnev ne pesait-il pas déjà (à 74 ans 1/2 !!) 1,69 m ?

C'est en effet la seule interprétation possible, M. Brejnev ne possédant aucune des qualités qui pourraient faire qu'un homme ait une certaine grandeur. Au contraire, membre d'une bureaucratie capitaliste, ses mains sont couvertes du sang prolétarien.

Ce "gros homme" donc était champion toutes catégories des médailles : En effet, les journaux sont, sur ce point, formels : il les possédait toutes. Médaille en chocolat de premier de la classe, médaille en sucre d'orge de la purge, médaille de philosophie, de littérature, etc...

Il possédait même plusieurs médailles du travail socialiste. Il considérait en effet le travail "socialiste" comme hautement sacré ; c'est d'ailleurs pour cela qu'il n'y touchait jamais (comme le reste de la bureaucratie) et qu'il veillait à ce qu'y soit enchaîné le prolétariat.

Certains commentateurs à la télévision sont allés jusqu'à prétendre qu'il faisait même la pluie et le beau temps. Ils faisaient certainement référence au fait que M. Brejnev ait décrété et appris aux yéménites du sud que ceux-ci avaient subi une violente tourmente quelques semaines auparavant, et qu'en conséquence il leur envoyait, manu militari, ses condoléances. Quelle politesse ! C'est d'ailleurs aussi par politesse que la bureaucratie russe a envoyé son armée porter ses condoléances en Afghanistan, pour la mort de l'ex-camarade président qu'ils avaient fait assassiner par le K.G.B.

Pour finir, messieurs les bureaucrates, malgré tous les moyens que vous déployez, vos enterrements nous laissent de glace, ils ne font pleurer que vos sbires et (mais nous en doutons) vous-mêmes.

SOUSCRIPTION

Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne, en Grèce et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de: ALARME
CCP n°151628 U Paris

Abonnements

ALARME ORGANE du F.O.R. en France
1^{er} an.....4n°.....20 F
ALARMA organe du F.O.R. en Espagne
1 an.....4n°.....20 F

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de:
ALARME
CCP n°151628 U Paris



M. Delors vient de déclarer " qu'on ne peut répartir plus qu'on ne produit". De cette phrase qui a priori peut sembler juste, il en concluait apparemment logiquement qu'il fallait modérer les revendications salariales ... et qu'il faut produire plus pour répartir plus.

En réalité que l'on ne puisse pas répartir plus que l'on produit est indéniable mais la déduction qui en est faite est, elle, complètement fautive. Autrement dit, nous n'avons pas à limiter nos revendications, nous n'avons pas à produire plus et mieux, sous prétexte que patrons et Etat n'ont rien de plus à nous donner, n'ont rien de plus à nous céder, sous prétexte qu'il n'y a plus rien à partager. Parce que:

- 1) Ces prétextes sont faux
- 2) Le problème n'est pas là.

Si M. Delors, au lieu d'énoncer cette évidence, avait expliqué et défini les termes de cette évidence, à savoir:

- 1) La production, le mode de production actuel
- 2) La répartition de la production,

il aurait pu alors, logiquement, énoncer des conclusions totalement différentes et opposées aux précédentes ; des conclusions réclamant la destruction de cette société où la production se fait en fonction des profits d'une couche d'exploiteurs et contre les besoins humains historiques et sociaux de l'humanité représentée aujourd'hui par la prolétariat, d'une société où la répartition de la production repose sur la spoliation des producteurs.

Mais M. Delors n'est pas là pour nous expliquer ce problème fondamental, sa perspective n'est pas de détruire ce monde pourri mais d'en vivre, M. Delors n'est pas un révolutionnaire, il est membre d'un gouvernement "ouvrier". Il n'est pas un cas particulier au sein de la bureaucratie des partis et syndicats "ouvriers"; tous ces leaders ("ouvriers") ont malgré un verbiage d'une autre nuance, les mêmes intérêts fondamentaux : qu'on produise sagement des marchandises qui ne nous appartiennent pas. Cette phrase de M. Delors, on aurait pu l'entendre dans la bouche de M. Maire ou de M. Krasuky qui en ont d'ailleurs exprimées de semblables ainsi que leurs compères de la dite droite.

La réalité est pourtant simple à saisir : nous classe ouvrière, produisons (par une contribution physique ou intellectuelle, directe ou indirecte) toutes les richesses existantes, des belles maisons du 16° arrondissement de Paris aux lugubres H.L.M. des banlieues lointaines, des voitures luxueuses aux modèles les plus simples, des fusées américaines aux fusées russes, des machines les plus sophistiquées à celles que nous utilisons quotidiennement. Une partie importante de notre production est complètement nocive pour l'humanité : production massive d'armes toujours plus puissantes (100 millions d'hommes travaillent pour la guerre), symbole d'une société en pleine décadence, qui a la possibilité de non seulement se détruire elle-même et par là-même de détruire toutes les conditions objectives rendant le communisme possible, mais qui peut aussi détruire le genre humain à jamais. Apportons là une précision : le capitalisme idéal (sans production de guerre ...) n'a jamais existé, n'existe pas et n'existera jamais. Les rapports de production capitalistes par eux-mêmes engendrent naturellement la guerre et donc la production qui s'y rapporte. Ce sont ces rapports eux-mêmes qui sont à détruire pour construire une société sans classe (et donc sans production de guerre).

Maintenant, quels sont les impératifs de cette production : notre consommation? Décidons nous de la production en fonction de nos besoins? Certainement pas car, concernant notre production, nous ne décidons de rien, nous sommes là pour produire, produire des marchandises. Nous-mêmes possédons une marchandise : notre force de travail, qui a la spécificité de créer de la valeur, et que nous échangeons en moyenne à sa juste valeur, par le moyen du salaire, contre la possibilité d'obtenir certaines marchandises. La valeur de notre force de

travail étant déterminée par la valeur des marchandises (aliments, logement, etc) nécessaires à sa production et à sa reproduction journalière, vu les conditions du marché. La valeur de toute marchandise est mesurée par le temps de travail social nécessaire à sa production. La valeur de notre force de travail - et son prix: le salaire - au cours d'un mois, est nettement inférieur à la valeur ajoutée par notre travail, au cours de ce même mois. La valeur de cette différence constitue la plus-value qui nous est extorquée au cours d'un mois par les capitalistes. Le but de ceux qui dirigent la production, c'est-à-dire des bureaucraties étatique, syndicales et patronales, est d'augmenter toujours plus cette plus-value qu'ils extorquent sur notre dos. La production n'est donc pas faite en fonction de nos besoins, mais pour une exploitation toujours plus forte de notre force de travail, ce qui est complètement nocif. Les exemples à ce sujet sont nombreux; ainsi ce système a les capacités de construire un très grand nombre de centres de soins dans les innombrables régions du monde où leur manque se fait cruellement sentir, mais au lieu de produire en fonction de besoins vitaux les plus urgents, sont produits des stocks immenses d'armes ultra-sophistiquées correspondant aux besoins du capital.

Quant à la répartition, elle n'est pas indépendante de la production, au contraire, elle est induite par celle-ci. Si la production est faite en fonction des besoins du capitalisme, il en est de même de la distribution. On produit en fonction du profit, on répartit donc en fonction du profit. C'est-à-dire que notre paie, comme nous l'avons dit plus haut, sert uniquement à recréer notre force de travail. Elle est plus ou moins importante suivant la valeur de notre force de travail, celle d'un O.S étant estimée moins forte que celle d'un ouvrier qualifié elle-même moins forte que celle d'un ingénieur etc... Ainsi avant tout notre paie sert à pouvoir louer un appartement où nous pourrions nous reposer après le travail, pour la journée de travail qui suit, sert à acheter de quoi manger, sert à reprendre ses forces quatre ou cinq semaines par an (les vacances) et à acquérir plus ou moins d'appareil disponibles sur le marché. La répartition sociale reproduit ainsi la misère engendrée par les rapports de production.

Par exemple, si le capitalisme pouvait répartir comme il le prétend - c'est-à-dire en fonction des besoins humains ~~soviétiques~~ et non en fonction des profits, la faim dans le monde aurait tôt fait de disparaître, ne serait-ce qu'au vu des stocks de nourriture existants.

Ceci étant dit rapidement, il est clair que tant que nous resterons prolétaires, que nous n'existerons qu'en tant que force de travail, qu'en tant que marchandises, la répartition se fera fondamentalement à nos dépens. Dans cette société, nous ne sommes pas là pour même consommer mais pour suer de la plus-value. Il ne s'agit pas de produire plus pour répartir plus, mais de produire de manière complètement différente et opposée, pour répartir de manière complètement différente et opposée. Mais ceci n'est possible que par une révolution sociale qui fera disparaître la division en classes dans la société. Il ne s'agit plus qu'une classe possède tous les moyens de production - la terre, les usines, ... - et exploite les prolétaires qui n'ont rien d'autre que leur force de travail. Non, le prolétariat doit tendre à récupérer dans ses luttes, toute la production et tous les moyens de production; il s'agit d'exproprier le capital pour le détruire en tant que capital, pour enfin produire et distribuer en fonction de nos besoins. Pour cela, le pouvoir capitaliste doit être attaqué et détruit. L'Etat capitaliste et la classe/caste décadente à laquelle il sert d'organisme de coercition doivent disparaître.

(Fin de l'article Rose promise chome du)

son nom, ils doivent disparaître. Cela seule l'action consciente du prolétariat international peut le réaliser. Les éléments les plus décidés doivent dès maintenant s'y préparer.

EN BREF SUR LA POLOGNE

Voilà un bon moment déjà (2 ans 1/2) que le prolétariat polonais, avec ou sans état de guerre, pose beaucoup de problèmes à la bureaucratie capitaliste polonaise et par là-même, au capitalisme mondial. De Septembre à Décembre 82 environ trente villes polonaises furent touchées, embrasées épisodiquement par des manifestations, des affrontements avec la police, etc.. Les publications clandestines ont atteint de forts niveaux de tirage et ne sont pas taries.

Il semble qu'une certaine frange du prolétariat polonais dépasse, par moment, dans la pratique, toute la pourriture que tente de lui inculquer, de gré ou de force, les puissances capitalistes que sont l'Etat-Parti, l'Eglise, le syndicat-Solidarité. Elles prêchent avant tout le respect de la légalité polonaise, de la nation polonaise et condamnent tout recours à la force.

Cependant ces couches prolétariennes actives qui ont affaire avec la police et la répression, doivent percevoir cette police non pas seulement comme représentant l'impérialisme russe en sol polonais mais avant tout comme force capitaliste représentant directement un capitalisme national (russe) et historiquement les intérêts fondamentaux de l'église, des syndicats, du P."C". Le pavé qui frappe le Zomo doit être aussi perçu comme frappant la croix, le drapeau national.

Il ne s'agit pas de lutter pour relégaliser "Solidarité" car cette organisation, autorisée ou non, s'oppose à nos intérêts. Tant que les sermons religieux et les encouragements laïques à reconstruire l'économie nationale seront un tant soit peu écoutés et acceptés, il s'agira (de plus en plus nécessairement) que l'activité pratique devienne consciente et dépasse les formes dans lesquelles elle s'enlise. Il s'agit pour tous ceux qui veulent remettre en cause l'Etat, l'Eglise, leur situation d'esclave salarié et qui n'ont que faire de la Nation, de sortir de "Solidarité clandestine", s'ils y sont, et de construire une organisation appropriée à ces objectifs.

La lutte qui se déroule là actuellement n'admet pas de solution nationale, religieuse, puisqu'elle contient en germe la destruction de toute nation, de toute religion. Par là-même nous (prolétaires exploités en France) ne devons pas être des observateurs passifs, pas plus que nous devons agir de manière irréfléchie. Nous devons agir solidairement avec nos frères de classe polonais et redevenir, après 40 ans d'inactivité en tant que classe internationale, sujets de l'histoire sous peine de nous condamner.

Mais notre solidarité ne veut pas dire n'importe quoi et doit s'exprimer contre tout syndicat, toute nation et toute religion, puisque ces trois entités sont à détruire par tout mouvement révolutionnaire. Notre seule solidarité : avec nos frères de classe polonais, faire bien plus et bien mieux qu'eux, ici en France puisque nous y sommes.

Ceux qui propagent les mots d'ordre tels que "pour une Pologne libre et indépendante", "Vive le peuple polonais !", "Vive le syndicat Solidarité!" sont réactionnaires et à combattre car c'est :

"Contre la Pologne, son peuple et ses syndicats,
pour la solidarité prolétarienne internationale"

que nous combattons. Aujourd'hui n'existent historiquement comme intérêts que les intérêts du capital et ceux du prolétariat (auxquels ceux de l'humanité sont liés) ; les prétendus intérêts du peuple, ramassés interclassistes, anachronique et réactionnaire, ne sont que les intérêts du capital.

DU PAREIL AU MÊME

La sagesse populaire qui se dégage du propos moqueur choisi ici comme titre, devrait suffire pour définir la sanglante bagarre israélo-palestinienne. Cependant par les temps qui courent, une telle sagesse paraît science hermétique, non précisément pour les gens de peu de culture, mais pour l'esprit des savants et des cultes, pour toute cette ripopée de partis, syndicats, intellectuels de gauche. La dégradation des idées politiques et sociales est arrivée à un tel point, que termes et concepts signifient presque toujours de fait le contraire de leur contenu réel, sain. Le cas de la "révolution" palestinienne n'est que le plus récent d'une longue liste d'appâts destinés à recruter de la chair à canon quand il s'agit la lutte armée ou bien une masse moutonnaire la déservant.

Dans ce cas également, le préparatif de la grande extermination humaine façonné sans équivoque possible par les deux grands blocs impérialistes est implicite.

Un bref rappel : depuis la fin de la dernière guerre mondiale - sans aller plus loin - nous avons assisté à ce qui est arrivé en Chine, au Vietnam et dans le reste de la péninsule indochinoise, à Cuba, en Algérie, en Angola, au Bangladesh, au Yémen, en Ethiopie, et autres Nicaragua de moindre importance. Invariablement, les cris de toute cette ripopée de pseudo-gauchistes déjà mentionnés étaient : " indépendance nationale ", " révolution " et même " socialisme " ; la nourriture constante : " a bas l'impérialisme ! ". La réalité, une fois les nouveaux régimes installés a été diamétralement opposée. Il n'y a eu ni révolution, ni socialisme, et l'indépendance nationale n'a été qu'une dépendance vis à vis de l'autre empire et des fois même un retour effronté ou dissimulé au premier. A l'intérieur de chacun de ces pays, exploitation du prolétariat et despotisme policier se sont accrus comme seul moyen d'étayer les pouvoirs résultant de la réorganisation du capitalisme dans sa forme étatique partielle ou complète. De sorte que la foule d'exités qui leur donna la main pour les hisser jusqu'à l'Etat, est coupable de complicité. Foule

complice de leurs incontestables crimes sanglants, aboutissement de leur crime principal, leur nature réactionnaire tant sur le plan économique que politique.

Ces mêmes exités se pavanent avec leur gauchisme et leur générosité etc... en répétant leurs cris, c'est-à-dire leur escroquerie qui n'est pas qu'idéologique en faveur d'un futur Etat palestinien. Comme si l'escroquerie n'était pas évidente, ses auteurs apparaissent en plus en compagnie de toute l'ancienne canaille réactionnaire mondiale exceptée la canaille israélienne. Depuis les dirigeants russes et leurs proches jusqu'aux esclavagistes d'Arabie Saoudite et autres champs pétrolifères, les néo-nazis et l'impérialisme américain en passant par ceux qui se disent de gauche, trotskistes et anarchistes inclus, l'action mondiale est en faveur de la Palestine (1).

(1) Rappelons-nous : Franco était également un tenant de la "cause" palestinienne et arabe en général, tout comme le sont ses descendants à la sauce européenne.

qu'une telle action ait pu se produire s'explique - cause générale - par la situation d'un monde socialement embourbé, avec un grand retard par rapport aux possibilités de transformation radicale qui existent en son sein, par une situation globalement réactionnaire donc ; deuxièmement elle s'explique - cause particulière - par les gisements de pétrole du monde arabe et par l'importance stratégique territoriale de la majorité des pays ainsi dénommés. Ces deux facteurs sont des enjeux de première importance pour les deux blocs militaires en vue de la troisième guerre mondiale ou en vue d'autres guerres inter-impérialistes secondaires, celles qui ont lieu par clients interposés.

Depuis de nombreuses décennies, tout progrès ou développement de la société s'avère impossible par voie nationale. Que les promoteurs de l'indépendance invoquent Allah à quatre pattes, Jehovah en se donnant des coups de têtes contre le mur des lamentations, la version chrétienne, ou bien Marx et la révolution athée, cela ne change rien. Et le résultat, en cas de victoire, et la "cause" elle-même avant la victoire et indépendamment de la bonne foi de ceux qui servent de chair à canon, sont contraires à l'émancipation de la grande masse pauvre. Comme l'a dit le Ferment Ouvrier Révolutionnaire de nombreuses fois, l'existence même de ces luttes, présuppose l'inactivité même des exploités, l'élimination de leur lutte de classe, en faveur des intérêts de leurs exploités. Et voilà pourquoi, "du pareil au même" au singulier ou au pluriel, est devenu la première devise de l'alphabet révolutionnaire. Celui qui ne ressent pas un profond mépris - aujourd'hui jusqu'à la nausée - pour tous ces protagonistes et défenseurs de pseudo-indépendantisme, tombent intentionnellement ou inconsciemment dans le camps ennemi.

Il faut le dire sans tergiversation et à plein-poumon : les palestiniens n'ont pas le droit de se constituer en nation, à posséder un territoire et un Etat. Le droit capitaliste finira par les lui concéder d'une manière ou d'une autre, même avec le consentement d'Israël. Mais c'est précisément ce droit qu'il s'agit d'abolir pour pouvoir parler sans escroquerie de révolution. La preuve irréfutable de ce qui vient d'être dit est donnée par Israël même, le peuple persécuté par excellence, celui de l'"holocauste" nazi, le peuple "sans distinction de classes", image du pauvre "juif errant" battu depuis la domination religieuse du christianisme. A peine constitué en entité nationale, il organise un Etat semi-théocratique, ultra équipé militairement, comme les grandes puissances, dépendant d'un des blocs impérialistes, et, incapable, par exclusivisme nationaliste et étroitesse mentale de "peuple élu", d'offrir à ses cohabitants palestiniens une meilleure situation économique-politique que celle qui existait avant l'établissement de l'Etat israélien. Cela lui aurait été facile sans même rompre avec sa propre étroitesse ébraïco-capitaliste. Le "problème palestinien" aurait cessé d'exister comme tel. Alors serait apparu clairement la possibilité immédiate - expression de la nécessité sociale - d'une lutte a-nationale commune aux travailleurs israéliens et palestiniens contre leurs exploités dont le caractère humain actuel est celui de Beguin et Arafat, et représenté idéologiquement par le judaïsme et l'islamisme. Eviter que la nécessité sociale ne se transforme en possibilité pratique est ce dont il s'agira toujours et dans tous les cas, pour tous les crieurs concernés : gouvernements, partis et syndicats, unis ou divisés.

Il va de soi, d'après ce qui vient d'être dit, que les juifs non plus n'avaient pas le droit de s'ériger en nation, mais uniquement le droit de vivre là où il leur plaisait et particulièrement là où leurs ancêtres habitaient avant la diaspora ; de même que les palestiniens arrivés par la suite dans le même terroir. Créer une nation, c'est avant tout, organiser l'exploitation dans des frontières déterminées et se donner la possibilité d'exploiter en dehors même de ces frontières. Quel que soit la raison véridique que l'on allègue d'un point de vue national, les conséquences qui en résultent ne sont pas fausses mais contraires au devenir historique, elles sont superlativement réactionnaires. N'est imaginable que la solution qui consiste à arracher les bornes et supprimer les patries, et donc arracher les instruments de travail au capital apparait comme une nécessité simultanée.

Seules ces mesures initiales, et non des agencements ou des trifouillages, constituent ce qui s'appelle révolution. A défaut de révolution, l'escroquerie sociale est permanente, les tueries comme celles de Bérouth et de la rue des Rosiers à Paris ne cesseront pas, sauf capitulation d'un des camps. Hormis le degré de répulsion, dans les deux cas la bande des victimes est autant coupable par sa politique réactionnaire que la bande des victimaires.

Il n'est pas nécessaire d'imaginer la révolution dont parle sans cesse l'OLP. Les modèles qui lui sont offerts abondent dans et en dehors du monde islamique ou arabe. Le plus draconien et dont on parle le plus, l'Iran, est celui qui possède toutes les caractéristiques négatives des autres dans tous les domaines - politique, économique, culturel. On en parle comme d'une révolution, et la presse mondiale reproduit l'appellation, alors que son premier pas fut contre-révolutionnaire. L'odieux et sanguinaire régime du Chah, suscita un soulèvement général, mais encadré par le sacerdoce islamique et inspiré par le Coran, Mollahs et Ayatolas imposèrent sur le champs un régime encore plus odieux et sanguinaire que celui du Chah. La bestialité théocratique de Khomeiny et de ses bandes de cléricaux, de flics et d'assassins, armature de l'Etat, allie l'ancienne barbarie coranique à la barbarie de la science moderne à son service. Qu'une telle chose ait pu se produire prouve jusqu'à quel point les "du pareil au même" dominant et manipulent le monde à leur guise. Les soutenir directement ou indirectement, pratiquement ou seulement verbalement, c'est trahir la cause du prolétariat.

(Traduit de Alarma n°14. article de Munis sept 1982)

P'C' : UN POUR TOUS , TOUS CONTRE NOUS

Après les rencontres entre la bureaucratie chinoise et des délégations des P."C" russes et français, la presse a défini l'évènement comme des retrouvailles fraternelles entre partis communistes. M.Marchais a parlé, quant à lui, de nouvel internationalisme.

Il revient aux révolutionnaires de bien mettre les choses au point.

Communiste ? Au contraire, tous ces partis n'ont de communiste que le nom, en Chine comme en Russie la dictature qu'exercent les capitalistes sur le prolétariat est sanglante. Tous ces partis sont passés maîtres dans l'art et la manière de détruire une révolution.

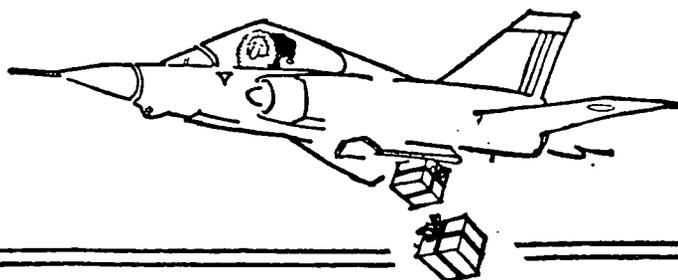
Le parti russe a déjà à son actif la destruction de la révolution espagnole, de la révolution chinoise (1927) et les staliniens sont devenus les meilleurs garants de l'ordre capitaliste, meilleurs encore que ce qui est appelé aujourd'hui bourgeoisie par certains.

Rétrovailles ? Certainement pas, car en réalité ils ne se sont jamais quittés. En effet, malgré le fait que la Chine ait basculé dans le camp américain (suite aux querelles d'intérêts entre les bureaucraties chinoise et russe, la première jugeant la seconde trop gourmande) les divergences entre capitalistes russes et chinois, de même que les divergences entre capitalistes russes et américains, ne sont pas fondamentales. Ils sont tous d'accord pour profiter des richesses que nous produisons; ils se disputent seulement pour partager le gâteau. Ils se retrouvent réunis complètement face au prolétariat en mouvement car alors, l'heure, avant d'être au partage du gâteau, est à l'écrasement du mouvement révolutionnaire.

Frères ? Oui certainement. Frères, ils le sont dans l'exploitation et dans la dictature qu'ils exercent sur nous, prolétaires. Frères, ils le sont par le sang prolétarien qu'ils ont fait couler, et qu'ils font encore couler. Frères, ils le sont par les intérêts fondamentaux qu'ils ont en commun.

Nouvel internationalisme ? Cette expression, empruntée au langage révolutionnaire, a été complètement vidée de sens par les staliniens. Elle signifiait et signifie toujours que les prolétaires n'ont pas de patrie et qu'ils ont les mêmes intérêts fondamentaux internationalement de Moscou à Paris, de Pékin à Washington : en finir avec l'exploitation que nous subissons internationalement. Dans leur bouche, cette expression a un tout autre sens qui est celui d'alliances ou de compromis internationaux entre diverses tendances provenant du stalinisme, et cela aux dépens du prolétariat.

Ceci étant dit, et c'est le principal, on pourrait s'interroger sur les raisons qui ont poussé à ces dernières réunions; elles sont diverses : la situation internationale dans laquelle se trouve le capitalisme chinois, la situation en Pologne (le prolétariat n'y a-t-il pas mis à mal une résidence dépendant de la Chine?), etc... mais quelle qu'elles soient le prolétariat en reste "l'éternel" perdant. Il s'agit qu'il prenne, lui, le devant de la scène historique pour faire table rase de ce système décadent.



Sommaire

- Rose promise, comédu ! p 2
- Citoyens ou prolétaires ? p 4
- A propos de la dictature du prolétariat p 6
- La mort d'un grand : 2 poids & deux mesures .. p 9
- Logique Delors, logique du capital p10
- En bref sur la Pologne p12
- Du pareil au même p13
- P "C" : un pour tous, tous contre nous p15